

Délibération n° 2017-04-06/07

Objet : Attribution de la subvention de fonctionnement au CCAS – Exercice 2017

**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL
VILLE DE PEROLS
CONSEIL MUNICIPAL DU 6 AVRIL 2017**

L'an deux mille dix-sept, le six avril,

Le Conseil municipal de la commune de Pérols (Hérault), régulièrement convoqué le 31 mars 2017, s'est réuni dans la salle Gilbert Marchal ;

Présents : J.P Rico, Maire

Mesdames et Messieurs : M. Marcou - B. Conte Arranz - F. Bertouy – X. Mirault - C. Pistre - M. Pellet - J.M Malek - P. Nivesse - O. Boudet - B. Rodriguez - S. Riscal - A. Conesa - F. Boyer - J.M Leindeckers - B. Deltour - G. Della Ragione - A. Estève - C. Prost - A. Jamet - B. Lledo - I. Gianiel

Absents représentés : J. Taverne excusée pouvoir à X. Mirault - C. Moreteau excusée pouvoir B. Rodriguez - G. Riguidel excusé pouvoir à B. Conte Arranz - M. Litton excusé pouvoir à J.M Malek - R. Casas Mateu excusé pouvoir à F. Bertouy- C. Germain excusée pouvoir à C. Prost - S. Waselynck excusé pouvoir à A. Jamet.

Monsieur Marc Pellet, adjoint délégué aux finances et à la commande publique, rapporte :

La commune a confié au Centre Communal d'Action Sociale (CCAS), établissement public administratif, la gestion de ses compétences d'action sociale et notamment les actions en direction des personnes en difficulté, handicapées ou dépendantes.

Le CCAS intervient auprès des administrés par le biais de services d'aide, tels que notamment : l'aide sociale alimentaire, la constitution de dossiers auprès des organismes prestataires.

La commune procède parallèlement au vote du budget, à l'attribution de la subvention de fonctionnement au CCAS, pour un montant total de 30 000,00 €.

Il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- approuver l'attribution de la subvention de fonctionnement 2017 au CCAS, telle que proposée ci-dessus
- dire que les dépenses sont inscrites à l'article 657362 du budget primitif 2017 de la Commune.

- ☛ dire que la délibération sera publiée au recueil des actes administratifs mentionné à l'article R.2121-10 du code général des collectivités territoriales.

Après en avoir délibéré, à l'issue d'un vote à main levée, le Conseil municipal adopte la présente délibération à l'unanimité.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Fait à Pérols,
pour extrait conforme le 6 avril 2017
Le Maire
Jean-Pierre RICO

